



Société anonyme au capital de 1.990.015 euros
Siège social : 4, Passage Saint-Avoye - 75003 Paris
397 883 075 RCS Paris

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1^{er} janvier 2009 – 30 juin 2009

Déclaration de la personne physique assumant la responsabilité du rapport financier semestriel, conformément à l'article 222-4 3° du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Montaigne Fashion Group et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

Paris, le 27 novembre 2009

Monsieur Philippe GELLMAN
Président-Directeur Général de Montaigne Fashion Group

Téléphone : 01 44 54 32 32

Télécopie : 01 44 54 93 28

E-mail : philippegellman@reginarubens.fr



Société anonyme au capital de 1.990.015 euros
Siège social : 4 passage St Avoye, 75003 Paris
397 883 075 RCS Paris

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2009

I. Commentaires sur les données chiffrées du premier semestre

Montaigne Fashion Group, société cotée sur Euronext Paris, regroupe un portefeuille de marques dans l'univers du luxe et de l'habillement. La société publie pour la 1^{ère} fois des résultats semestriels consolidés en norme IFRS de 6 mois pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin sachant que le dernier exercice clos avait une durée de 9 mois (du 1^{er} avril 2008 au 31 décembre 2008) et que le dernier arrêté semestriel allait du 1^{er} avril 2008 au 30 septembre 2008.

En milliers d'euros <i>* part du groupe</i>	du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009 (6 mois)	Du 1^{er} avril 2008 au 31 décembre 2008 (9 mois)	du 1^{er} avril 2008 au 30 septembre 2008 (6 mois)
Chiffre d'affaires	2 100	3 408	2 629
Résultat opérationnel courant	-1 321	-2 012	-1 100
Résultat opérationnel	-271	-94	515
Résultat net*	-1 673	-242	398
Fonds propres	-826	886	1 482

Au premier semestre 2009, le chiffre d'affaires consolidé s'inscrit à 2,1 millions d'euros contre 3 millions à périmètre constant ce qui représente une baisse de 30%. Ce repli s'inscrit dans un contexte de crise économique internationale ayant entraîné une forte baisse de la consommation des ménages, le secteur du prêt-à-porter étant un des plus affecté par la crise. Le repli est surtout marqué à l'exportation ou l'on constate que deux zones d'activité USA et Japon qui étaient historiquement porteuses ont brutalement stoppé la quasi-totalité de leurs commandes.

Le marché intérieur qui s'appuie sur un réseau fidélisé de magasins multimarques fait preuve d'une meilleure résistance en limitant sa baisse.

Le résultat opérationnel courant semestriel s'inscrit en forte perte de 1,321 millions d'euros et le résultat net fait ressortir une perte de 1,673 millions d'euros.

La perte annuelle intègre une provision de 537 milliers d'euros dont 348 milliers d'euros concernant la décision du TGI du 19 décembre 2008 dans le cadre du litige opposant la société à Mme Rubens et son Eurl la société Ben'z et dont l'exécution provisoire a été suspendue par une décision de la cour d'appel de Paris en date du 22 février 2009 et une provision de 189 milliers d'euros a été constituée concernant des demandes prudhommales.

Les capitaux propres ressortent négatifs à hauteur de 826 milliers d'euros contre des capitaux propres positifs de 886 milliers d'euros au 31 décembre 2008.

Evolution prévisible

Compte tenu de la déclaration de cessation des paiements en date du 30 juillet 2009 et de l'ouverture d'une procédure de Redressement Judiciaire (cf. ci-après) il est très difficile d'envisager l'évolution prévisible de l'activité. Tous les moyens sont toutefois mis en œuvre afin de préserver au maximum l'intégrité du fonds de commerce de la société afin de maintenir l'activité existante. L'activité réalisée au troisième trimestre 2009 décrite ci-après permet d'appréhender l'impact sur l'activité de la procédure judiciaire.

II. Evénements importants survenus pendant le semestre écoulé

• Accord de Médiation bancaire

Le 3 mars 2009, MFG est parvenu à un accord sous l'égide du Médiateur du Crédit et de la Banque de France avec son pool bancaire consistant en la transformation de ses lignes de découvert court terme au global de 539.000 euros par un prêt moyen terme de 719.000 euros (3 et 5 ans). Ce prêt permettant de dégager un excédent de 180.000 euros est garanti par un nantissement du magasin Irene Van Ryb de la rue de Passy à Paris 16^{ème} et a obtenu une garantie d'OSEO et de la Région à hauteur de 70%. Cet accord s'accompagne d'engagements de la société et de ses actionnaires dont les points principaux sont :

- L'apport de 400.000 euros par des actionnaires historiques de la société, ceci ayant été réalisé en totalité au 10 avril 2009.
- La réalisation d'un plan d'économies annuel de 800.000 euros.
- L'engagement de conversion d'une partie du compte courant d'associé dans MFG de Financière Louis David, premier actionnaire de la société détenant 20 % du capital, afin de porter sa participation à 30 % du capital.

• Plan d'Economies

Face à la forte baisse d'activité un plan d'économies a été mis en place comprenant 4 volets:

- Réduction de 50 % du salaire du Président Directeur Général et 40 % du Directeur Général Délégué soit une économie en année pleine de 155.400 euros.
- Un plan de licenciement économique sur 7 salariés représentant une économie en année pleine chargé d'environ 400.000 euros
- Le non renouvellement de 3 contrats de prestation de service (presse, communication financière, consultant maroquinerie) pour une économie annuelle de 120.000 euros H.T.
- L'arrêt du bail du magasin de St Germain (exploitation déficitaire), poursuite du contentieux avec le bailleur Oona (cf. risque juridique ci-dessous) : Economie annuelle de 150.000 euros H.T.

III. Evénements survenus postérieurement au semestre écoulé

- **Déclaration de cessation des paiements, Procédure de Redressement Judiciaire, Période d'observation**

La société a déposé une déclaration de cessation des paiements le 30 juillet 2009, le Tribunal de commerce de Paris a ouvert une procédure de Redressement Judiciaire le 25 août 2009, nommé Maître Thévenot comme Administrateur Judiciaire et Maître Corre représentant des créanciers.

Le Tribunal de Commerce de Paris a décidé l'ouverture d'une période d'observation de 4 mois jusqu'au 25 décembre 2009.

C'est essentiellement à cause des saisies conservatoires pratiquées par Mme Rubens et son Eurl la société Ben'z, privant la société de l'ensemble des liquidités qu'a été pris la décision de mettre la société sous la protection du Tribunal de Commerce.

Trois mois après l'ouverture de la procédure judiciaire il convient de constater qu'il s'agissait de la meilleure option possible. En effet, l'ouverture de la procédure et la grande diligence de l'administrateur Maître Thevenot ont permis de lever les saisies conservatoires en 15 jours permettant à la société de régler et livrer l'ensemble de la production automne hiver, le timing étant très serré. Si la société n'avait pas été en mesure de livrer dans les délais ses clients, l'impact sur le chiffre d'affaires aurait été catastrophique faute de pouvoir facturer. Heureusement, la plupart des marchandises ont pu être débloquées et livrées avec environ 15 jours de retard n'occasionnant que peu de retours.

Une partie importante des facturations ont en revanche été décalées sur le dernier trimestre.

Autre point déterminant, la procédure de redressement judiciaire pouvait avoir un impact important sur le carnet de commandes de la collection printemps-été 2009/2010 dont de cycle de commandes se terminait fin octobre.

Grâce au travail formidable de l'ensemble des équipes commerciales, le carnet de commandes s'est maintenu dans un contexte économique restant difficile, les commandes sur la France progressent même à 868 Keuros contre 856 Keuros.

- **Entrée du Groupe Bernard Krief Consulting (BKC) au capital de MFG**

La société a été informé le 15 octobre 2009 que le premier actionnaire de la société, Financière Louis David avait cédé hors marché au groupe Bernard Krief Consulting l'intégralité de sa participation, soit 4.773.686 actions représentant 26,16 % du capital, ainsi que son compte courant d'associé d'un montant de 2.188.810 euros, intérêts inclus. Dès le vendredi 16 octobre la suspension de la cotation boursière a été demandée dans l'attente de la diffusion d'un communiqué afin de présenter l'opération au public. Le communiqué de presse validé par BKC et l'AMF a été diffusé le 26 octobre et la cotation boursière a pu reprendre le 27 octobre 2009. Depuis BKC a procédé à une déclaration du franchissement du seuil de 25% dans le capital de la société et à une déclaration d'intention. La déclaration d'intention précise que BKC entend prendre le contrôle de MFG, prévoit de demander la nomination d'un ou plusieurs administrateurs et BKC a déclaré : « favoriser la mise en place d'un plan de continuation à l'issue de la période d'observation pouvant être renouvelée.

BKC apportera à MFG son expertise et sa valeur ajoutée afin de poursuivre et d'accélérer la stratégie de développement de ses marques. Ce développement s'appuiera notamment sur l'internationalisation des marques de MFG et la mise en place de collaboration entre MFG et les entreprises du pôle distribution de BKC.

L'entrée au capital du Groupe BKC constitue un gage très important pour la pérennité de la société et la sortie de la Procédure Judiciaire par la mise en place d'un plan de continuation.

Bernard Krief Consulting est le leader du Business Développement pour les entreprises et un acteur industriel majeur.

Les 50 ans d'expériences de BKC dans le conseil ont fait émerger une stratégie ambitieuse et originale. A l'inverse des autres consultants internationaux qui industrialisent des services, BKC aide à la tertiarisation de l'industrie en prenant des participations dans des sociétés dont le métier fait écho à son expertise.

Cette stratégie s'appuie sur trois principes :

- mettre toute son expertise dans la création de valeur notamment en internationalisant les débouchés,
- détenir à long terme les participations,
- utiliser les bénéfices des participations pour consolider leurs fonds propres afin d'appuyer leur développement.

• **Amélioration de la structure financière au 2ème semestre 2009**

L'intégralité des obligations convertibles MFG 5% 2011 restant en circulation ont été converties le 18 novembre 2009, soit 1.650.000 d'OCA MFG de 0,2 euros de nominal ce qui entraîne la disparition de la dette obligataire. Cette conversion va mécaniquement diminuer le passif de 330.000 euros, augmenter les fonds propres du même montant au deuxième semestre et réduire la charge d'intérêts financiers dès le 2ème semestre 2009. Il en résulte que 1.650.000 actions nouvelles vont être créées, le nouveau capital social se composant alors de 19.900.150 actions d'un nominal de 0,1 euros.

Cette augmentation des fonds propres de la société au second semestre a été complétée par l'augmentation de capital réservée à Financière Louis David votée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 juillet 2009 de 414.671,50€ prime d'émission incluse.

IV. Activité du troisième trimestre en période d'observation

La société MFG a réalisé au troisième trimestre 2009 1,16 Millions d'Euros de chiffre d'affaires consolidé dans un contexte économique toujours difficile continuant d'affecter le secteur du prêt-à-porter. Ce trimestre d'activité est malgré tout assez satisfaisant compte tenu du fait qu'il s'inscrit sur une période de redressement judiciaire et de fermeture exceptionnelle de l'entreprise au mois d'août.

De nombreuses facturations clients ont dû être décalées au 4^{ème} trimestre 2009 en raison de la déclaration de cessation des paiements datant du 30 juillet 2009 qui a conduit à l'ouverture par le Tribunal de Commerce de Paris d'une période d'observation à compter du 25 août 2009 et prévue jusqu'au 25 décembre prochain.

La période d'observation ouverte depuis maintenant 3 mois est satisfaisante et plusieurs objectifs ont été réalisés :

- La procédure collective a permis de faire tomber les saisies conservatoires exercées par Madame Rubens et son EURL, la société Ben'z, et la société MFG a pu récupérer l'intégralité de ses liquidités.

- L'objectif principal de cette période a été de préserver l'intégrité du fonds de commerce de la société et de la relations clients / fournisseurs :

- En s'assurant de pouvoir livrer dans les délais la production automne/hiver afin de pouvoir facturer et éviter une perte importante de chiffre d'affaire par le biais d'annulation de commandes ou de retours pour livraison tardive.

- En conservant la confiance des clients et des fournisseurs dans la capacité de la société à honorer ses engagements au-delà de la période d'observation.

Grâce à l'entière mobilisation des équipes commerciales et de production, les conséquences de la procédure judiciaire ont été limitées sur les facturations et le carnet de commandes sur la collection Printemps-Eté 2009/2010 (livraison début 2010) s'inscrit même en légère progression sur la France.

MFG a poursuivi son effort général de baisse des coûts de fonctionnement et a pu résilier par anticipation au 15 septembre 2009 le bail de son siège social rue Pierre Charron Paris 8^{ème}. Le siège social a été transféré à l'ancien siège social d'Irène Van Ryb au 4, passage St Avoye Paris 3^{ème}.

La société fonctionne en trésorerie positive depuis le début de la période d'observation et est à jour de ses charges de fonctionnement.

La 1^{ère} étape de la période d'observation a consisté à assurer la pérennité de l'entreprise en s'adossant à de nouveaux partenaires stratégiques. Cette étape a été réalisée avec succès depuis l'entrée du nouvel actionnaire Bernard Krief Consulting.

L'objectif prioritaire est maintenant l'établissement d'un plan de continuation et de développement à moyen terme en collaboration avec BKC dont les premiers effets sont attendus pour le début 2010.

V. Description des Principaux risques et incertitudes pour le semestre suivant

Risque lié à la mauvaise conjoncture économique

La secteur du textile est très sensible au cycle économique et toute dégradation du contexte économique se ressent rapidement sur le chiffre d'affaires, le consommateur ayant tendance à décaler ses achats et à attendre les périodes de soldes. En outre, la mauvaise conjoncture économique augmente le risque d'impayés de la part de clients multi-marques qui sont impactés par le ralentissement de la consommation. Ainsi, la mauvaise conjoncture économique a un impact direct sur la société, augmentant le besoin en fonds de roulement et exerçant une pression à la baisse sur la marge.

Risque juridique

La Société est actuellement partie aux litiges suivants :

- assignation le 16 avril 2007 devant le Tribunal de Grande Instance de Paris de Madame Rubens et de la société Ben'z par la Société pour inexécution du Contrat de Prestations et en vue faire constater le préjudice subi par la Société du fait de la suspension unilatérale par Madame Rubens du Contrat de Prestations. Les demandes de la Société portent sur un montant de 204.443 euros. Les demandes reconventionnelles de la société Ben'z sont de 269.200 euros. Les demandes de Madame Régina Rubens sont de 245.000 euros. Le Tribunal de Grande Instance de Paris a jugé le 16 décembre 2008 que la rupture des relations contractuelles était imputable à la Société et l'a condamnée à payer (i) à la société Ben'z la somme de 239.200 euros avec intérêts au taux légal à compter du 30 mars 2007 au titre d'indemnités contractuelles et la somme de 6.000 euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile et (ii) à Madame Régina Rubens la somme de 100.000 euros à titre de dommages et intérêts et la somme de 3.000 euros au titre de l'article 700 du Code de procédure civile. L'exécution provisoire a été ordonnée. Le 16 janvier 2009, la Société a interjeté appel à l'encontre du jugement. Par ordonnance du 27 février 2009, le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris a ordonné l'arrêt de l'exécution provisoire attachée au jugement. Le 18 mai 2009, Madame Regina Rubens et la société Ben'z ont procédé à des saisies-conservatoires sur les comptes de la Société à hauteur de 107.438,91 euros. Par un jugement du 9 juillet 2009, le Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de Paris a rejeté la demande de mainlevée desdites saisies conservatoires. Suite au prononcé du jugement d'ouverture du redressement judiciaire de la Société par le Tribunal de Commerce de Paris le 25 août 2009, il a toutefois été procédé à la mainlevée des saisie-conservatoires mentionnées ci-dessus.

- assignation le 31 août 2007 devant le Tribunal de Grande Instance de Paris de la SCI Oona par la Société aux fins de voir constater le renouvellement de plein droit du bail commercial en date du 3 septembre 1998, aux mêmes causes et conditions, pour une nouvelle durée de 9 années entières et consécutives à compter du 3 septembre 2007. A titre subsidiaire, la Société sollicitait la condamnation de la société Oona à lui payer une indemnité d'éviction d'un montant de 1.800.000 euros. Par jugement du 10 juillet 2008, la Société a été déboutée de ses demandes et condamnée à restituer les locaux qui font l'objet du bail en cause. L'exécution provisoire a été ordonnée. La Société a interjeté appel par déclaration du 25 août 2008. La Société a été expulsée des locaux objet du bail commercial, le 6 février 2009. La Cour d'appel a rendu son arrêt le 7 octobre 2009, lequel confirme le jugement en toutes ses dispositions, et condamne la Société à la somme de 1.200 euros au titre de l'article 700 du CPC au titre des frais exposés en appel, outre les dépens d'appel.

- assignation le 21 mai 2008 par la Société devant le tribunal de commerce de Paris de la société Direct Ménager Participation en paiement de la différence, d'un montant de 8.739 euros, entre la provision payée au titre de la taxe foncière 2004 et le montant réel de ladite taxe. La société Diderot Holding est intervenue volontairement par conclusions en date du 27 mars 2009 et vient aux droits de la société Direct Ménager Participation, qu'elle a absorbée. Elle ne conteste pas devoir le montant demandé par la Société, mais demande reconventionnellement la somme de 30.000 euros au titre de la remise en état des locaux situés 7, cité de Paradis 75010 Paris. L'affaire revient à une audience de procédure du 10 décembre 2009.

Risque lié à la procédure de Redressement Judiciaire, Risque de liquidation

La société a déposé une déclaration de cessation des paiements le 30 juillet 2009, le Tribunal de commerce de Paris a ouvert une procédure de Redressement Judiciaire le 25 août 2009, nommé Maître Thévenot comme Administrateur Judiciaire et Maître Corre représentant des créanciers.

Le Tribunal de Commerce de Paris a décidé l'ouverture d'une période d'observation de 4 mois jusqu'au 25 décembre 2009.

A l'issue de la période d'observation, celle-ci pouvant être renouvelée une ou plusieurs fois, si l'activité de la société ne permet pas le remboursement du passif déclaré et que la société n'obtient pas l'homologation par le Tribunal de Commerce d'un plan de continuation il existe un risque de liquidation de la société.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

(période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009)

Montaigne Fashion Group
S.A. au capital de € 1 990 015

Siège social :
4, Passage Ste Avoye
75003 Paris

Fiduco SA
Commissaire aux comptes
2, rue Adolphe Mille
75019 Paris

Laurent ARROUASSE
Commissaire aux comptes
346, rue Saint Honoré
75001 Paris

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
(période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009)**

MONTAIGNE FASHION GROUP
4, Passage Ste Avoye
75003 – PARIS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ✓ l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société MONTAIGNE FASHION GROUP SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ✓ la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charges des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité, est une assurance modérée moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme: du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous attirons votre attention sur les informations données dans l'Annexe concernant :

- ✓ L'activité de la société STEREO PANDA (Note 2/2.1) ;
- ✓ Les autres actifs financiers non courants : Titres de participation FRANCK SORBIER (Note 5) ;

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, le 02 décembre 2009

Les commissaires aux comptes

FIDUCO SA
Alain SZULMAN



Laurent ARROUASSE



MONTAIGNE FASHION GROUP

Comptes Consolidés

Situation Semestrielle au 30 juin 2009

COMPTES CONSOLIDES

BILAN

En milliers d'euros

ACTIF	Notes	30 juin 2009 IFRS	31 décembre 2008 IFRS
Autres immobilisations incorporelles	3	1 297	1 301
Immobilisations incorporelles	3	1 738	1 743
Immobilisations corporelles	4	251	306
Autres actifs financiers non courants	5	580	580
Autres actifs non courants	6	134	182
Actifs d'impôts différés		0	0
TOTAL ACTIF NON COURANT		4 001	4 111
Stocks	7	865	1 245
Clients et comptes rattachés	8	331	407
Autres créances courantes	9	682	541
Actifs financiers courants		0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie		19	56
TOTAL ACTIF COURANT		1 896	2 249
TOTAL ACTIF		5 897	6 361

En milliers d'euros

PASSIF	Notes	30 juin 2009 IFRS	31 décembre 2008 IFRS
Capital apporté		1 659	1 659
Réserves consolidées		-800	-554
Résultat de l'exercice		-1 673	-242
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		-815	863
Intérêts minoritaires		-11	24
TOTAL CAPITAUX PROPRES		-826	886
Dettes financières non courantes	10	1 161	465
Provisions pour avantages au personnel		53	78
Provisions pour autres passifs et dettes non courantes	11	574	41
Passifs d'impôts différés		12	1
TOTAL PASSIF NON COURANT		1 801	586
Dettes financières courantes	10	2 918	2 805
Fournisseurs et comptes rattachés		1 553	1 618
Autres passifs et dettes courantes	12	451	465
TOTAL PASSIF COURANT		4 922	4 889
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		5 897	6 361

COMPTES CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros			
	Du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009 (6 mois)	Du 1er avril au 31 décembre 2008 (9 mois)	Du 1er avril 2008 au 30 septembre 2008 (6 mois)
Chiffre d'affaires	2 100	3 408	2 629
Coût de revient des ventes	1 609	2 348	1 853
MARGE BRUTE	490	1 061	776
Frais de recherche et développement			
Frais commerciaux	1145	1 807	1 118
Frais administratifs et généraux	1100	1 866	1 184
Autres produits et charges d'exploitation	434	601	426
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-1 321	-2 012	-1 100
Autres produits et charges opérationnels			
Autres produits et charges non récurrents	-271	1 918	1 615
RESULTAT OPERATIONNEL	-271	-94	515
Produits financiers	8	51	30
Charges financières	-112	-191	-132
Résultat financier	-104	-144	-104
Quote-part du résultat net des sociétés ME			
RESULTAT AVANT IMPÔTS	-1 696	-237	410
Impôts sur les résultats	12	2	3
RESULTAT NET	-1 708	-239	407
* aux actionnaires de la société	-1673	-242	398
* aux intérêts minoritaires	-35	3	9
Résultat Net par action en euros	-0,1	-0,01	0,02
Nombre d'actions retenu	16 586 870	16 586 870	16 336 870
Résultat Net dilué par action en euros	-0,09	-0,01	0,02
Nombre d'actions retenu	18 262 122	18 262 122	16 514 514

COMPTES CONSOLIDES

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros								
IFRS	Capital apporté	Primes liées au capital	Autres	Réserves et résultats consolidés	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Total revenant aux actionnaires de la société	Minoritaires	Total Capitaux Propres
CAPITAUX PROPRES AU 31/03/2008	1 526	11 655	21	-12 364		838	0	838
Opérations sur capital	133	133				266		266
Opérations sur titres auto-détenus								
Dividendes								
Résultat net de l'exercice				-242		-242	24	-218
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat								
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2008	1 659	11 788	21	-12 606	0	862	24	886
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2008	1 659	11 788	21	-12 606	0	862	24	886
Opérations sur capital						0		0
Opérations sur titres auto-détenus								
Dividendes								
Résultat net de l'exercice				-1 674		-1 674	-11	-1 685
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat								
CAPITAUX PROPRES AU 30/06/2009	1 659	11 788	21	-14 280		-815	-11	-826

TABLEAU DE FINANCEMENT

Montants indiqués en milliers d'euros

	30/06/2009	31/12/2008
FLUX DE TRÉSORERIE LIES A L'ACTIVITÉ		
Résultat net	-1673	-242
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
- amortissements et provisions	696	578
- IFA Perdus		
- Plus-value de cession nettes d'impôt	7	-1811
- Reprise provision pour risques et charges	-125	-780
- Autres profits RJ		
Marge brute d'autofinancement	-1 095	-2 255
Variation du BFR liée à l'activité	-287	-2
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-1 382	-2 257

FLUX DE TRÉSORERIE LIES AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	6	-336
Réduction immobilisations financières	50	71
Cession d'immobilisations	199	1950
Créance sur cessions d'immobilisations		0
Dette sur immobilisations		0
Fonds bloqué RR	252	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	507	1 685

FLUX DE TRÉSORERIE LIES AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital et prime émission	0	266
Capital souscrit non appelé	0	0
Variation des dettes financières obligataires		-265
Variation des dettes financières bancaires	722	-16
Variation des dettes dcp		0
Variations des comptes courants associés	449	285
Variations des autres comptes courants	45	0
Autres profits RJ		0
Apports provisions IVR		0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 216	270

VARIATION DE TRÉSORERIE	341	-302
--------------------------------	------------	-------------

Trésorerie d'ouverture	-441	-139
Trésorerie de clôture	-100	-441
Variation de trésorerie	341	-302

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

La société Montaigne Fashion Group est cotée sur le marché Euronext, compartiment C.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

NOTE 1 – BASE DE PREPARATION

Les états financiers du groupe MFG arrêtés au 30 juin 2009 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

NOTE 2 – FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE ALLANT DU 1ER JANVIER 2009 AU 30 JUIN 2009 ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- 2.1 – Faits marquants de la période

-

- Activité de la société Stéréopanda :

Au 30 juin 2009, le chiffre d'affaires de cette société est de 330 milliers d'euros contre 852 milliers d'euros au 31 décembre 2008 (9 mois). La perte sur le premier semestre s'élève à 71 milliers d'euros. Les pertes significatives du premier semestre 2009 conjuguées à une situation de trésorerie font peser des risques de continuité d'exploitation de cette filiale. En effet, dans le cas où le soutien financier ne serait plus assuré par la société Montaigne Fashion Group compte tenu de la cession du compte courant à la financière Vion-Whitcomb tel qu'exposé ci dessous, la société Stereo Panda ne serait alors plus en mesure d'assurer seule sa continuité d'exploitation.

- Cession de la créance en compte courant détenue par MFG dans Stéréo Panda

Au mois de janvier 2009, MFG a cédé la totalité de sa créance en compte courant d'un montant de 200.000 euros, pour le montant nominal, dont elle était titulaire à l'encontre de la société Stéréo Panda, à la société Financière Vion Whitcomb, dirigée par Monsieur Gérard Stoly.

- La société a été expulsée des locaux, objet du bail commercial de Saint Germain des Près, le 6 février 2009. L'affaire doit être plaidée devant la Cour d'Appel dans le courant de l'année 2009.

- Octroi de l'emprunt bancaire MT avec le médiateur du crédit : cet accord prévoit la transformation de l'ensemble des lignes court-terme en crédit moyen terme sur 3 et 5 ans. Ce prêt bénéficie d'une garantie d'Oseo et de la Région à hauteur de 70% après un délai de carence de 9 mois à compter de la mise en place effective qui a été réalisée le 28 avril 2009. Une garantie complémentaire a été apportée aux banques sous forme de caution personnelle pendant le délai de carence de 9 mois avant la mise place de la garantie Oseo et de la Région par M. Philippe Gellman et Mr Gérard Stoly à hauteur de 300.000 euros soit 150.000 euros chacun.

- La société opposée à Mme Rubens et à la société Ben'Z a perdu en première instance. Toutefois, par ordonnance du 27 février 2009, le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris a ordonné l'arrêt de l'exécution provisoire attachée au jugement. Le 18 mai 2009, Madame Regina Rubens et la société Ben'z ont procédé à des saisies conservatoires sur les comptes de la Société à hauteur de 107.438,91 euros. Par un jugement du 9 juillet 2009, le Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de Paris a rejeté la demande de mainlevée desdites saisies conservatoires. Suite au prononcé du jugement d'ouverture du redressement judiciaire de la Société par le Tribunal de Commerce de Paris le 25 août 2009, il a toutefois été procédé à la mainlevée des saisies conservatoires mentionnées ci-dessus. Néanmoins, et malgré l'arrêt de saisie exécutoire par la Cour d'Appel de Paris, la société a souhaité, dans un souci de prudence, provisionner l'intégralité de ce litige dans les comptes au 30 juin 2009 pour un montant total de 348 200 d'euros.

- **2.2 – Evènements postérieurs à la clôture**

- MFG a poursuivi son effort général de baisse des coûts de fonctionnement et a pu résilier par anticipation au 15 septembre 2009 le bail de son siège social rue Pierre Charron Paris 8ème. Le siège social a été transféré à l'ancien siège social d'Irène Van Ryb au 4, passage St Avoye Paris 3ème.
- MFG a procédé dans le cadre de l'Assemblée Générale du 27 juillet 2009, à une augmentation de son capital d'un montant total de 165.868,60 euros par émission de 1.658.686 actions ordinaires nouvelles de 0,10€ de nominal chacune, émises au prix de 0,25€ chacune et représentant un prix total de souscription de 414.671,50€.

Dans le cadre de cette augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, la Financière Louis David, conformément aux termes de l'Accord de Médiation Bancaire, a incorporé une partie de sa créance de compte courant d'associé au capital de la Société.

- La société Montaigne Fashion Group a déposé une déclaration de cessation des paiements le 30 juillet 2009. Le Tribunal de Commerce de Paris a ouvert une procédure de redressement judiciaire le 25 août 2009 assorti d'une période d'observation de 4 mois jusqu'au 25 décembre 2009 pouvant être renouvelée.

L'ouverture de cette procédure a permis de lever la saisie-conservatoire permettant à la société de régler et de livrer l'ensemble de la production automne-hiver.

- En date du 15 octobre 2009, le principal actionnaire de Montaigne Fashion Group, la société Financière Louis David a cédé hors marché au groupe Bernard Krief Consulting (BKC) l'intégralité de sa participation, soit 4.773.686 actions représentant 26,16 % du capital, ainsi que son compte courant d'associé d'un montant de 2.188.810 euros, intérêts inclus.

Le Tribunal de Commerce de Paris ayant décidé l'ouverture une période d'observation de 4 mois le 25 août 2009, BKC entend favoriser la mise en place d'un plan de continuation à l'issue de cette période.

- L'intégralité des obligations convertibles MFG 5% 2011 restant en circulation ont été converties le 18 novembre 2009, soit 1.650.000 d'OCA MFG de 0,2 euros de nominal ce qui entraîne la disparition de la dette obligataire. Cette conversion va mécaniquement diminuer le passif de 330.000 euros, augmenter les fonds propres du même montant au deuxième semestre et réduire la charge d'intérêts financiers dès le 2ème semestre 2009. Il en résulte que 1.650.000 actions nouvelles vont être créées, le nouveau capital social se composant alors de 19.900.150 actions d'un nominal de 0,1 euros.

NOTE 3 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'euros

Description	30-juin-09			31-déc-08		
	Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette	Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette
Ecart Acquisition Stéréopan	226		226	226		226
Marque Regina RUBENS	1 059		1 059	1 059		1 059
Logiciels	25	23	2	25	21	4
Frais de développement	20	10	10	15	3	12
TOTAL	1 330	33	1 297	1 325	24	1 301

L'écart d'acquisition de Stéréopanda correspond à la différence entre le prix d'acquisition de 51% des titres et la situation nette de la société au 31 mars 2008.

En milliers d'euros

Description	30-juin-09			31-déc-08		
	Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette	Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette
Fonds de commerce IVR	1 497		1 497	1 497		1 497
Droit au bail	235		235	427	192	235
Site Internet	28	22	6	28	17	11
TOTAL	1 760	22	1 738	1 952	209	1 743

Le fonds commercial Irène VanRyb est issu de la fusion avec la société de la même raison sociale et est inscrit en comptabilité pour sa valeur d'apport.

Le droit au bail correspond à celui du magasin de Saint Barthélemy.

La provision correspondant à la boutique de Saint Germain a été reprise à 100%.

Test d'Impairment :

Selon IAS36, en cas d'indices de perte de valeur, la valeur comptable est analysée et une perte de valeur est constatée pour la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable de l'actif.

La valeur recouvrable correspond à la valeur de marché de l'actif si elle existe ou à la valeur dégagée par les cash-flows futurs des Unités Génératrices de Trésorerie.

Le test d'impairment a été mené sur les immobilisations incorporelles principalement sur la marque Regina Rubens.

En tenant compte des contrats de licence, il n'a pas été constaté de perte de valeurs sur ladite marque.

Les autres actifs ne présentent pas d'indice de perte de valeur à la date de clôture et n'ont donc pas fait l'objet de test d'impairment.

Lorsque les circonstances conduisant à constater une perte de valeur pour des actifs ont cessé d'exister, la perte de valeur correspondante est reprise.

Les pertes de valeur et leurs reprises sont enregistrées au compte de résultat dans les autres produits et charges opérationnels.

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'euros

Description	30-juin-09			31-déc-08		
	Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette	Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette
Constructions	8	6	2	8	4	4
Matériels	58	25	33	68	24	44
Agencements	643	461	182	932	702	230
Mobiliers	129	95	34	117	89	28
TOTAL	838	587	251	1 125	819	306

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	3 ans
Sites internet	3 ans
Agencement des constructions	3 ans
Matériel et outillage industriels	5 ans
Agencements, aménagements, installations	de 5 à 9 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	de 3 à 5 ans

NOTE 5 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

En milliers d'euros

Description	30-juin-09			31-déc-08		
	Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette	Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette
Titres de Participation Franck Sorbier	580		580	580		580

Le 21 décembre 2007, après autorisation du conseil d'administration, la Société a acquis les 360 actions de Franck Sorbier SAS détenues par Financière Louis David pour un prix de 580.424 euros.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

La participation de 34% dans la société Franck Sorbier n'est pas consolidée dans les comptes, MFG n'exerçant d'une part aucune influence notable sur la gestion opérationnelle de Franck Sorbier SAS, et d'autre part n'avait pas vocation à conserver ces titres sur du moyen terme.

L'absence de données financières récente n'a pas permis de procéder à une évaluation de cette participation au 30 juin 2009. Néanmoins, la clôture des comptes de Franck Sorbier ayant lieu le 31 août 2009, les comptes annuels devraient logiquement nous parvenir pour la clôture de notre exercice au 31 décembre 2009 et nous permettre d'apprécier la valeur de cette participation.

NOTE 6 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS

En milliers d'euros

Description	30-juin-09			31-déc-08		
	Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette	Valeur brute	Amortiss.	Valeur nette
Dépôts de Garantie	138	5	134	188	5	182
TOTAL	138	5	134	188	5	182

Ceux-ci correspondent principalement à ceux :

- des locaux Passage Saint Avoye à Paris,
- du siège situé rue Pierre Charron à Paris (résilié par anticipation le 15 septembre 2009),
- du magasin situé rue de Passy également à Paris.

NOTE 7 – STOCKS

En milliers d'euros

Description	30-juin-09	31-déc-08
Matières Premières	518	458
En Cours de Production	247	270
Produits Finis	245	704
TOTAL Stock brut	1 010	1 432
Matières Premières	128	106
En Cours de Production		
Produits Finis	17	81
TOTAL Provision pour dépréciati	145	187
TOTAL NET	865	1 245

Les méthodes de valorisation des stocks sont les suivantes :

Stocks de produits finis :

Les frais de collection ont été intégrés dans la valorisation des stocks de produits finis. Ces frais ont été évalués comme représentant 10% de la valeur d'un produit hors frais de collection.

Travaux en-cours :

La société a constaté les travaux en-cours correspondant aux coûts engagés pour la conception de la prochaine collection.

Dépréciation :

Le taux de dépréciation appliqué sur les stocks est déterminé en fonction de la collection à laquelle ledit stock appartient.

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

NOTE 8 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

En milliers d'euros

Description	30-juin-09	31-déc-08
Clients	427	501
Provisions sur Clients	96	94
Créances clients nette:	331	407

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

NOTE 9 – AUTRES CREANCES COURANTES

En milliers d'euros

Description	30-juin-09	31-déc-08
Avances	2	22
Organismes sociaux	7	7
IDA	150	150
Créances Fiscales & TVA	218	261
Divers	315	18
CCA	141	233
TOTAL BRUT	833	691
Provisions IDA	150	150
TOTAL NET	683	541

La créance d'IDA est provisionnée à 100%.

NOTE 10 – DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES

En milliers d'euros

Description	30-juin-09	31-déc-08
Dettes non courantes		
Emprunts bancaires	770	70
Emprunts obligataires	391	395
Total dettes non courante	1 161	465
Dettes courantes		
Concours bancaires	118	454
Comptes courants	2 800	2 351
Total dettes courantes	2 918	2 805
TOTAL	4 079	3 270

NOTE 11 – PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS ET DETTES NON COURANTES

En milliers d'euros

Description	30-juin-09	31-déc-08
Provisions Litiges prud'hommaux	226	36
Provisions Pour Risques	348	5
Provisions	574	41

Celles-ci concernent principalement :

- 226 milliers d'euros de provisions pour litiges prud'hommaux
- 348 milliers d'euros relatifs au litige avec Mme Rubens et la société Ben'z

NOTE 12 – AUTRES PASSIFS ET DETTES COURANTES

En milliers d'euros

Description	30-juin-09	31-déc-08
Avances	24	12
Dettes Fiscales et sociale	400	411
Autres	27	42
TOTAL Dettes Courantes	451	465

NOTE 13– INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET SECTORIELLE

A ce jour, compte tenu de la structure des risques et de la rentabilité du groupe, le premier niveau d'information sectorielle correspond aux secteurs géographiques.

La répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé est la suivante :

En milliers d'euros

Description	Du 1er janvier au 30 juin 2009	Du 1er avril au 31 décembre 2008	Du 1er avril au 30 septembre 2008
France	1539	2 690	2 003
UE	94	91	94
Export	467	627	532
Chiffre d'affaires total	2100	3 408	2 629

NOTE 14 – EFFECTIFS

Description	30-juin-09	31-déc-08	30-sept-08
MFG /IVR	19	26	27
S téréopanda	4	4	4
EFFECTIFS	23	30	31

NOTE 15 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Au cours du premier semestre 2009, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2008.

NOTE 16- ENGAGEMENTS FINANCIERS/GARANTIES (EN EUROS)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	44 970
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Autres engagements donnés :	
Crédit documentaire Société Générale	60 065
Crédit documentaire Crédit du Nord	55 368
Crédit documentaire HSBC	10243
TOTAL	170 646
Dont concernant : <ul style="list-style-type: none">- les dirigeants- les filiales- les participations- les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Convention de trésorerie Société générale :	300 000
Crédit documentaire import Société Générale :	200 000
Aval sur effets Société Générale :	100 000
Caution Irène Van Ryb en garantie du règlement des loyers du site de St Avoye à la SCI Alaric Naiche jusqu'au terme du 18/10/2010 :	48 330
Caution financière reçue de la Société Générale en faveur de la SCI Char-Loc selon acte du 08/06/06	38 950
TOTAL	774 176
Dont concernant : <ul style="list-style-type: none"> - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	198 330